

DES ÉLU-E-S UTILES CONTRE L'AUSTÉRITÉ QUI EXIGENT DES MOYENS FINANCIERS POUR MON DÉPARTEMENT !



Madame, Monsieur,

Les 22 et 29 mars 2015, vous êtes appelés à élire vos prochains conseillers départementaux. C'est pour vous l'occasion de lutter contre les politiques d'austérité menées par les gouvernements successifs.

Sollicités par le PCF-Front de Gauche, nous avons accepté tout naturellement d'être candidats à cette élection. C'est pour nous la continuité de nos engagements syndicaux, politiques au quotidien, sur le terrain, dans les entreprises, les associations. Et en dehors de toute ambition politicienne, nous n'avons rien de commun avec les carriéristes locaux.

Cette élection présente deux enjeux qui sont liés : un enjeu national et un enjeu local

Au plan National, des milliards d'euros sont distribués aux actionnaires, et le gouvernement fait la politique du MEDEF sans effet sur l'emploi. Le PCF-Front de Gauche propose une autre alternative : une plus juste redistribution des richesses pour mettre **l'Humain avant la Finance**.

Localement, nous vous proposons de travailler ensemble, de faire vivre la démocratie participative. Nous voulons être les porte-paroles de vos attentes. Avec vous c'est l'intérêt général des habitants de notre Territoire de Belfort que nous porterons ensemble.

Au sein du Conseil Départemental, nous avons la ferme intention de protéger les populations et de refuser toute régression sociale.

L'emploi est notre priorité. Cela passe par la ré-industrialisation de notre département. Le Conseil Départemental doit réserver les aides aux seules actions économiques utiles avec vérification de l'usage fait des fonds publics.

Nous aurons à cœur de défendre tout particulièrement : l'aide sociale, la protection de l'enfance, l'insertion des personnes en difficultés, l'aide aux personnes handicapées et âgées, la prévention sanitaire, le développement du logement social avec un encadrement des loyers, la gratuité des transports pour les scolaires, les privés d'emploi, et les précaires.

Nous comptons sur vous, comme vous pouvez compter sur nous pour donner corps à ces exigences.

Vu les candidats

NOS PROPOSITIONS

> **Emploi** : création d'une commission départementale de contrôle des fonds publics. L'argent donné aux entreprises doit servir à la création d'emploi.

> **Education** : Poursuite de la rénovation et la modernisation des collèges. Mobilisation contre la suppression de postes et les fermetures de classe.

> **Logement** : Arrêt de l'augmentation des loyers du logement social ! Rénovation du parc existant, pour améliorer le confort des locataires du parc public.

> **Transport** : Finaliser la réouverture de la ligne Belfort-Delle, avec un cadencement des trains suffisant et adapté aux besoins de la population. Soutien à la ligne 4, Belfort-Paris avec le maintien de la halte des trois Chênes. Lancement des études pour la ligne Belfort-Giromagny.

> **Aides à la personne** : Nous proposons la création d'un pôle public de l'autonomie, géré par les élu-e-s, salarié-e-s du secteur et les usagers. Ce pôle public aura aussi la coordination des structures existantes, le développement des services publics existants et la mise en place d'un service public d'aide à la personne.

> **Fiscalité** : Réinstaller la taxe professionnelle, seul impôt social reliant l'entreprise et le département. Taxer les revenus financiers. Lutter contre la fraude fiscale (100 milliards par an).

Des moyens pour mon département !

De l'argent il y en a : les deux plus grosses fortunes de France disposent de la richesse équivalente à 21 millions de français.

L'Etat doit compenser à l'Euro près les allocations de solidarité nationale, dont il a imposé la gestion aux départements.

Enfin, les banques bénéficient de prêts à des taux quasi nuls auprès de la BCE (Taux directeurs à 0.05%) pour un volume de près de 1 000 Milliards d'Euros.

Les collectivités publiques et les départements dont les investissements constituent un pilier de l'aménagement du Territoire devraient donc bénéficier de conditions de prêts au moins aussi avantageuses pour contribuer à la relance sociale et économique.

